



13 Décembre 2021

Monsieur le Procureur de la Cour pénale internationale,

Nous, les soussignés, représentons des Églises et des organisations œcuméniques du Canada et avons une longue histoire de collaboration avec des partenaires aux Philippines, défenseurs des droits de la personne, faisant la promotion de la justice et d'un développement et d'une paix équitable et inclusive. Nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde inquiétude relative à l'annonce récente de la Cour pénale internationale (CPI) de suspendre son enquête sur les crimes contre l'humanité aux Philippines dans un contexte d'une détérioration grave des droits de la personne dans ce pays.

Le 18 novembre 2021, la CPI a annoncé qu'elle suspendait son enquête sur les crimes contre l'humanité aux Philippines pour étudier une demande de report du gouvernement philippin, affirmant que l'État exerçait sa compétence dans les procédures pénales liées à cette affaire. Il est bien établi que la guerre contre la drogue aux Philippines a entraîné l'assassinat de plus de 27 000 personnes et ce uniquement au cours de la période au cours de la période d'enquête de la CPI entre les années 2011 et 2019. De plus, il existe des preuves importantes et accablantes que le gouvernement a systématiquement entravé les enquêtes sur ces assassinats et a ciblé les défenseurs des droits humains afin de les réduire au silence et impuissant de pouvoir continuer à s'employer à faire entendre la voix des familles des victimes.

En tant qu'Églises canadiennes et agences liées à l'église, nous nous sommes joints à des partenaires du monde entier pour participer à Investigate PH, une initiative mondiale indépendante préoccupée par l'état actuel de la situation des droits de la personne aux Philippines. La Commission internationale d'Investigate PH a publié cette année trois rapports qui documentent l'intensification de la répression politique et des violations des droits humains, ainsi que l'absence de recours internes pour remédier aux abus.

Nous pensons que la CPI dispose de preuves suffisantes que le gouvernement des Philippines n'est pas disposé ou capable d'enquêter lui-même d'une façon impartiale et indépendante sur l'affaire. Ces preuves ont été fournies par nos partenaires : Églises, organisation de défense des droits humains, y compris l'Union nationale des avocats du peuple (NUPL), Karapatan, le Conseil national des Églises des Philippines, Rise Up for Life and for Rights et Investigate PH. Compte tenu des preuves, nous nous attendons à ce que le procureur de la CPI rejette la demande de report du gouvernement philippin, poursuive l'enquête formelle et ouvre un dossier. Ces éléments de preuve comprennent qu'il:

1. n'y aucune enquête nationale sur ces crimes,
2. y a eu un retard injustifié dans l'enquête nationale sur les crimes,

3. n'y a pas de mécanisme national efficace pour entendre ces crimes ou tenir leurs orchestrateurs responsables,
4. n'y a pas eu d'enquête ni de déclaration de responsabilité de la part de l'administration Duterte pour avoir autorisé et orchestré ces crimes.

Nous, soussignés, vous appelons, en tant que procureur de la CPI, à entreprendre l'examen de la demande de report du gouvernement des Philippines avec une grande diligence et à reprendre l'enquête sur les crimes contre l'humanité commis sous les auspices de la guerre contre la drogue. Nous appelons la CPI à ouvrir un dossier et à garantir la justice internationale pour les victimes de ces abus et leurs familles.

Le Canada et d'autres États parties au Statut de Rome ont un rôle important à jouer pour soutenir cette enquête de par leurs obligations auprès de la CPI. Nous demanderons au gouvernement du Canada de soutenir publiquement l'enquête menée par la CPI et de lui fournir toutes les informations ou ressources nécessaires à son achèvement.

Enfin, nous sommes solidaires des milliers de victimes de la guerre contre la drogue aux Philippines et de leurs familles, et continuerons de soutenir nos partenaires et collègues qui ont été persécutés et saluons leur courage, eux qui risquent leurs vies en attirant l'attention de la communauté internationale sur ces crimes.

Sincèrement,

Anglican Church of Canada/ l'Église anglicane du Canada

Anglican Council of Indigenous Peoples/ Conseil des peuples autochtones anglican.

Canadian Religious Conference/ Le Conférence religieuse Canadienne

Evangelical Lutheran Church in Canada/ Église évangélique luthérienne au Canada

KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives | Initiatives œcuméniques Canadiennes pour la justice

United Church of Canada/ Église unie du Canada

Cc :

Mélanie Joly, Ministre des Affaires étrangères

Hon. Michael Chong, porte-parole des affaires étrangères, Parti conservateur du Canada

Heather Mc Pherson, porte-parole en affaires étrangères, Nouveau Parti démocratique du Canada

Claude De Bellefeuille, whip du parti, Bloc québécois,

Alexie Brunelle-Duceppe, porte-parole en affaires étrangères, Bloc québécois